

Les incidents du Sud-Kivu réveillent de vieux démons

RD CONGO Un calme précaire est revenu dans la région mais les questions persistent

- Une offensive rebelle sur la ville d'Uvira a été repoussée par une action conjointe de l'armée congolaise et de la Monusco.
- Mais l'identité et la motivation réelle des assaillants alimentent toutes les inquiétudes.

ECLAIRAGE

Un calme précaire est revenu à Uvira, au Sud-Kivu, d'où ont été repoussés les hommes armés se réclamant de William Amuri Yakutumba, un ancien officier des Farde - les Forces armées congolaises - ayant fait défection pour prendre la tête d'un nouveau mouvement armé recrutant essentiellement au sein de l'ethnie des Babembe. Les communiqués officiels de ces rebelles exigent le départ du président Joseph Kabila et promettent de le contraindre par la force à céder le pouvoir.

Les présidents burundais Pierre Nkurunziza et congolais Joseph Kabila sont des alliés de fait

Une contre-offensive conjointe, menée par l'armée congolaise et les Casques bleus de la Monusco, a permis de déjouer une attaque menée sur la ville d'Uvira depuis des bateaux se trouvant sur le lac Tanganyika et deux embarcations ont été coulées. Selon des sources locales, les forces armées congolaises ont repoussé les assaillants au-delà des localités de Mboko,

Swina et Baraka, à l'extrême sud du Kivu.

Ce relatif apaisement de la situation sur le terrain ne répond cependant pas à toutes les questions. Nombre d'observateurs dans la région s'interrogent toujours sur les véritables motivations des partisans de Yakutumba et surtout sur leurs alliances. Selon des sources crédibles en effet, ces rebelles congolais auraient été rejoints par des combattants burundais et plus précisément des miliciens Imbonerakure soutenant le président Pieter Nkurunziza, et envoyés au Congo avec l'assentiment du régime burundais. Or, les présidents Nkurunziza et Kabila sont des alliés de fait : tous deux prolongent leur mandat au-delà des délais prescrits, tous deux résistent aux pressions et aux sanctions internationales, surtout occidentales, tous deux collaborent, via leurs services respectifs, en matière de sécurité et surveillent étroitement leur frontière commune. Si cette collaboration entre les rebelles favorables à Yakutumba et des Burundais proches du régime devait se confirmer, elle renforcerait la thèse du « chaos organisé », selon laquelle la nouvelle rébellion ne serait qu'une manœuvre destinée à démontrer l'impossibilité d'organiser des élections au Congo d'ici la fin de l'année.

Yakutumba serait-il donc manipulé par Kinshasa, à l'instar de mouvements armés sévissant déjà dans d'autres provinces ? Certaines sources relèvent ses liens de parenté avec le directeur

de cabinet du président Kabila, Néhémie Mwilanya, d'autres assurent que l'officier déserteur se serait rendu à Kinshasa voici un mois, où il aurait été doté, entre autres, de quatre canons à tir rapide, montés sur des vedettes, des armes qui lui seraient venues via le Burundi en provenance de Dar es-Salaam...

D'autres questions entourent l'appareil Antonov qui s'est écrasé dimanche dernier aux environs de la Nsele, à proximité de Kinshasa, dans le village Kimpo, faisant plusieurs morts dont les six membres de l'équipage russe. Cet appareil qui transportait six tonnes de bombes et munitions de guerre ainsi que deux jeeps militaires était visiblement trop chargé et il s'est écrasé peu après le décollage. Officiellement, cet appareil apportait des renforts aux troupes gouvernementales opérant au Sud-Kivu, mais pourquoi, dans ce cas, s'agissait-il d'un avion privé ? On peut aussi se demander qui étaient les destinataires finaux de la cargaison qui a explosé...

De telles interrogations ne sont pas anodines : s'interroger sur les implications burundaises dans les affrontements du Sud-Kivu, soupçonner des alliances contre nature entre le régime Kabila et des groupes rebelles entraîne des questions sur les risques d'internationalisation du conflit. Car le Rwanda, très sensible aux questions de sécurité, pourrait redouter des luttes internes dans l'entourage du président Kabila, qui mettraient en cause ses propres intérêts défendus par des généraux rwando-

phones... ■

COLETTE BRAECKMAN

CRISE POLITIQUE

Les bons offices de l'Union africaine

Le Congo, où la violence gagnée du terrain dans plusieurs provinces, demeure une bombe à retardement et celle-ci ne pourrait être désamorcée que par des perspectives claires sur le plan électoral. C'est dans cet esprit qu'une délégation de l'Union africaine, dirigée par le Tchadien Moussa Faki Mahamat, a séjourné à Kinshasa et rencontré tous les acteurs politiques. Alors que les Nations unies et les Occidentaux continuent à exiger que les élections se tiennent d'ici la fin de l'année, l'Union africaine s'est montrée plus compréhensive : elle souhaite « un processus électoral apaisé et authentiquement consensuel » et encourage la CENI, la Commission électorale indépendante, à rendre public le calendrier électoral tel qu'attendu par le peuple congolais, « dans les délais raisonnables les plus proches possibles ». Autrement dit, l'Union africaine, venant au secours du régime en place, s'emploie à faire accepter l'idée d'une élection en 2018 seulement, une idée combattue par l'opposition qui estime qu'après la fin de cette année, M. Kabila ne pourra plus rester au pouvoir.

C. B.